

## **ARRÊTÉ**

### **portant abrogation des mesures de limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département de l'Allier**

**La préfète de l'Allier  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques**

**Vu le code de l'environnement et notamment son article L211-3 ;**

**Vu le code de la santé publique notamment livre III et son titre II ;**

**Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L2212-2-5 ;**

**Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R211-66 à R211-70 et R216-9, relatif à la limitation et à la suspension des usages de l'eau ;**

**Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°1058/2022 du 16 mai 2022 dit « arrêté-cadre » fixant les mesures de préservation des ressources en eau en période d'étiage ;**

**Considérant la pluviométrie significative intervenue sur l'ensemble du département de l'Allier depuis le 3 septembre 2024 et les précipitations annoncées à court terme ;**

**Considérant l'évolution de la situation hydrologique du département et en particulier la remontée sensible des débits des cours d'eau ;**

**Considérant que des mesures de restriction ou d'interdiction des usages ne s'avèrent dès lors plus nécessaires ;**

**Considérant que l'ensemble des stations de suivi hydrométriques du département présentent des débits nettement supérieurs aux seuils de vigilance définis dans l'arrêté cadre départemental ;**

**Sur proposition du directeur départemental des territoires,**

## **ARRÊTE**

## **Article 1<sup>er</sup> : Abrogation**

L'arrêté N° 1860/2024 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département de l'Allier est abrogé.

## **Article 2 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

## **Article 3 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le délégué territorial de l'agence régionale de santé d'Auvergne, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les mairies du département, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Allier et consultable sur le site internet de la préfecture de l'Allier ([www.allier.gouv.fr](http://www.allier.gouv.fr)).

Moulins, le

11 SEP. 2024

La Préfète



Pascale TRIMBACH